

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

TOUS AVEC K. CROISSANT

A l'heure où nous mettons sous presse, nous ne savons pas encore quelle sera la décision des juges chargés de statuer sur le sort de l'avocat allemand Klaus Croissant. Si le tribunal admet le caractère politique de cette affaire, Klaus Croissant ne sera pas extradé. Sinon, il risque de l'être : ce sera alors au gouvernement directement de décider.

L'affaire Klaus Croissant est-elle politique ? Il est évident que oui ! Klaus Croissant arrive en France, demande le droit d'asile et le 30 septembre, il est arrêté à Paris et inculpé. C'est bien une décision politique, décidée par le gouvernement français, en accord avec le gouvernement allemand. On sait en effet



Klaus Croissant.

que les deux gouvernements ont pris des décisions communes soi-disant de « lutte antiterroriste ». En effet, il s'agit de prendre prétexte des actes de la bande à Baader pour lancer une campagne contre tous ceux qui contestent les régimes capitalistes. La bourgeoisie aimerait bien à ce propos supprimer les quelques restes des dernières libertés démocratiques.

C'est à ce titre que le Syndicat des avocats de France, le Mouvement d'action judiciaire et l'Association des juristes démocrates ont appelé les avocats à manifester dans le palais de justice lors du procès, sur le thème : « Défendre Croissant, c'est défendre la défense ».

(Suite page 3)

Jeunes Français- jeunes Immigrés, luttons ensemble contre le racisme et la division !

Déclaration de la direction nationale de la JCMLF

Aujourd'hui, il y a environ un million et demi de chômeurs. Dans les usines les licenciements se multiplient. En même temps, les prix ne s'arrêtent pas de monter.

VOILA CE QUE NOUS VIVONS TOUS LES JOURS ! IL EST DE PLUS EN PLUS DIFFICILE DE S'EN SORTIR SURTOUT POUR NOUS LES JEUNES !

Partout la colère gronde, les ouvriers, les petits paysans, les jeunes, les ménagères en ont marre ! Les patrons, les bourgeois du gouvernement ont peur de cette colère ! Alors, ils se lancent dans une grande campagne raciste contre nos frères immigrés. Ils veulent les rendre responsables de la crise.

A grand renfort de publicité, dans les journaux et à la télévision, le gouvernement ne perd pas son temps !

Stolérù le ministre du travail publie ses mesures racistes !

— arrêt de l'immigration familiale.

— versement d'un million aux immigrés ayant au moins travaillé cinq ans en France (et qui partent)

— arrêt de toute délivrance de la carte de séjour et de la carte de travail.

En même temps, les assassinats, les tortures de jeunes immigrés dans les commissariats se multiplient (c'est ainsi qu'un jeune lycéen d'origine antillaise a été froidement abattu par un fasciste à Paris).

De leur côté, les bandes

fascistes s'activent, lancent une campagne sur le thème « Français d'abord ! » CELA C'EST TRES GRAVE !

Les patrons voudraient que notre colère, notre ras-le-bol de cette société pourrie nous les retournions contre les travailleurs immigrés, au lieu de les attaquer eux !

Jeunes des quartiers, des usines et des campagnes, ne tombez pas dans le piège que vous tendent Giscard, ses patrons et ses bandes fascistes !

Car c'est le racisme qui a exterminé six millions de Juifs dans l'Allemagne d'Hitler, c'est le racisme qui a massacré des milliers de Noirs et l'Indiens aux Etats-Unis, c'est le racisme qui tue, réprime et torture des milliers de jeunes noirs en Afrique, du Sud,

c'est le racisme qui a persécuté des populations entières de gitans dans toute l'Europe.

VOILA CE QUE LE RACISME ENTRAINÉ !

Des assassinats, des massacres des millions de travailleurs et de jeunes comme nous !

C'est pour ces raisons que nous les jeunes, nous devons le combattre de toutes nos forces ! Qui licencie les ouvriers ? Qui matraque les jeunes dans nos quartiers ? **CE SONT LES PATRONS ET LES FLICS DE GISCARD !**

C'est contre eux que tous, **JEUNES FRANÇAIS ET IMMIGRÉS** nous devons lutter pour nos droits, et nos revendications !

Patrons racistes assassins ! Au coude à coude contre la division et le racisme !

TRAVAILLEURS FRANÇAIS-IMMIGRÉS TOUS UNIS CONTRE LES MESURES STOLERU TOUS A LA MANIFESTATION SAMEDI 19 NOVEMBRE 14h METRO BARBES

Comité de coordination des foyers Socacotra - MTA - CTA Algérie - AGEA - Org. Travailleurs tunisiens - UTIT - Rev. Afrique - STM - ASSEF - Terras de Espana - Apdinik - ORS - PCR (ml) - Humanité rouge - UCF (ml) - OCT - PCI - LCR - OCF (ml) - CUFT - OCF - CPROPV.
Tracts et affiches unitaires sont à prendre au local des expéditions dès le lundi 14 novembre.

● Chine

HAUSSE DES SALAIRES

Une augmentation des salaires est intervenue en Chine depuis le 1er octobre. Elle concerne 46 % des ouvriers et employés, ouvriers de l'industrie, employés de commerce et d'autres secteurs du service public ; enseignants, scientifiques, techniciens, travailleurs médicaux, artistiques, etc. principalement ceux ayant une certaine ancienneté et un salaire relativement bas. Elle s'applique selon le principe : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail », et selon les critères suivants : comportement politique, attitude envers le travail contribution et compétence. Ces augmentations sont discutées par la masse des travailleurs des unités de production et approuvées par les comités de Parti.

Cette augmentation des salaires a été rendue possible par le rétablissement et le développement rapide de l'économie chinoise. Depuis l'écrasement de la bande des Quatre, la production

industrielle a connu une augmentation de 12 % de janvier à septembre, par rapport à la période correspondante de l'année précédente, malgré de graves calamités naturelles.

Sur la base du développement de la production, améliorer graduellement la vie du peuple, augmenter de façon planifiée les salaires des travailleurs, tel est le principe conséquent appliqué en Chine depuis la Libération.

Non contents de désorganiser l'économie et la production, les Quatre ex-dirigeants démasqués s'opposaient aussi à ce principe. En 1975, l'Etat chinois avait convoqué spécialement une réunion de travail nationale sur la question des salaires qui dut être interrompue à cause du sabotage des Quatre ; ils cherchaient à identifier, amélioration du bien-être du peuple, avec « stimulants matériels » et « recherche de biens ». Cette

Suite à la page 2

Un grand match ?



A l'entraînement...

La preuve a été faite une fois de plus que le peuple de notre pays aime le sport et se passionne quand on lui annonce un grand match.

Faute d'avoir le temps et les moyens, faute d'avoir le nombre de stades suffisants et l'encadrement nécessaire pour développer un sport amateur de masse, des millions de Français auront regardé France-Bulgarie.

Un grand match, on dit aussi une grande rencontre, c'est un match qui permet de développer les qualités physiques de l'homme, qui permet de développer l'amitié entre les peuples, de développer ce qu'on appelle l'esprit sportif, quel que soit le score.

Et en ce sens, le chauvinisme dont les organisateurs ont entouré ce match est contraire à ce que nous appelons un grand match.



Quelques causes

des accouchements prématurés

Une lectrice nous écrit

Sur quelles catégories de femmes la menace d'accouchement prématuré pèse-t-elle le plus ?

— Sur les ouvrières que le patron refuse de changer de poste quand elle lui déclare qu'elle est enceinte. En particulier quand les femmes travaillent debout dans le bruit et qu'elles portent des objets lourds

— Sur celles que la double journée de travail (la journée pour le patron, et en rentrant, le ménage, la cuisine, les gosses) fatigue plus qu'il ne faudrait

— sur celles qui ont de longues et pénibles heures de transport qui ajoutent à la fatigue du travail

— Sur celles qui ont des

soucis : inquiétude des lendemains pour elle et leur famille, femmes d'immigrés mal logés, femmes ignorant la contraception et n'ayant pas désiré leurs grossesses.

En fait les femmes des classes populaires exploitées par le capitalisme. Nous, les femmes de ces classes nous avons intérêt à lutter pour le socialisme avec nos maris et nos familles.

Une lectrice

NOTE DE LA REDACTION

Nous souhaitons aborder d'avantage les problèmes des femmes dans nos colonnes. Nous demandons donc davantage de contributions sur ce sujet à nos lectrices et lecteurs.

CHAUFFAGE

familles ouvrières intoxiquées

Chaque année, des milliers de travailleurs et leurs familles sont intoxiqués par l'oxyde de carbone et par le gaz.

Dans une cité à Gonesse, dernièrement, une famille a été intoxiquée par l'oxyde de carbone. Le père est resté dans le coma en réanimation deux jours, sa femme et sa fille ont été peu atteintes. Police-secours appelée pour secourir le père dans le coma n'est arrivée qu'au bout d'une demi-heure.

La cause de l'intoxication, l'Office HLM fait ramoner les cheminées par une société qui ramone... ou ne ramone pas. L'Office ne se donne aucun moyen de vérifier que le ramonage soit bien fait et pour veiller à la sécurité des locataires.

Talc Morhange

Les lenteurs de la justice

L'affaire du talc de Morhange, a fait il y a déjà bien des années, 200 victimes dont 36 morts. Un lot de talc pour bébés provenant de la société Givaudan avait été mélangé à de l'hexachlorophène, produit extrêmement toxique. L'erreur de manipulation commise dans la société Sético chargée de conditionnement de ce talc n'était pas indépendante bien sûr de la recherche d'une rentabilité poussée au détriment de la sécurité. Dès novembre 1972, deux dirigeants de cette société ont quand même été inculpés. En 1976, le directeur de la société Givaudan a été inculpé pour « homicides et blessures involontaires ». Il s'est jusqu'à pré-

sent abstenu de donner au juge les précisions demandées et s'est borné à faire l'apologie de son laboratoire et de ses chercheurs. Il a fait appel de son inculpation mais cet appel a été rejeté le 10 novembre.

Quoiqu'il en soit, l'affaire piétine bien qu'un rapport de synthèse en 12 volumes ait été rédigé et que la justice soit donc en possession de données pour le moins assez complètes.

S'il s'était agi d'un travailleur, ou d'un chômeur, ou encore d'un jeune accusé d'un délit mineur, la justice n'aurait certes pas attendu de faire un rapport de 12 volumes pour le mettre illico en prison.

● Malaisie

LE PARTI COMMUNISTE SOUTIENT LA THESE DES TROIS MONDES

La radio de la voix de la Révolution malaise a diffusé le 7 novembre un éditorial consacré au 60^e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Elle affirme :

« Comme Lénine a dirigé à son époque tous les marxistes-léninistes et les peuples révolutionnaires dans la lutte intransigeante pour la défense résolue du marxisme et contre le révisionnisme de la seconde internationale représentée par Kautski, le président Mao Tsé-toung a dirigé tous les marxistes-léninistes authentiques et les peuples révolutionnaires du monde en-

contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme tier dans une lutte du tac-au-tac contre le révisionnisme moderne ayant pour centre la clique des renégats révisionnistes soviétiques, dès que le révisionnisme moderne de Krouchtchev est apparu... ce qui a infligé un coup sévère à leurs complots contre-révolutionnaires, défendu et propagé la vérité marxiste-léniniste et stimulé vigoureusement la lutte des peuples des divers pays

contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme

(...) « Analysant de façon approfondie le développement et les changements des contradictions fondamentales du monde contemporain, le président Mao a formulé en 1974 la théorie sur la division en trois mondes. Il s'agit d'une nouvelle contribution importante du président Mao à la théorie marxiste-léniniste. Cette théorie fournit l'orientation à la lutte internationale actuelle et constitue une puissante arme idéologique du prolétariat international et des nations et peuples opprimés pour vaincre l'impérialisme et l'hégémonisme. »

« Nous sommes déterminés à nous unir fermement avec le grand parti communiste chinois et les autres partis marxistes-léninistes et à mener jusqu'au bout la lutte contre le révisionnisme moderne ayant comme centre la clique des renégats révisionnistes soviétiques. »

● Turquie

LIBERTE POUR DOGAN YURDAKUL ET MUSTAFA TUTUNCUBASI !

Dogan Yurdakul, rédacteur en chef de la revue Aydinlik et Mustafa Tutuncubasi éditeur responsable de l'hebdomadaire Halkin Sesi ont été arrêtés, l'un le vendredi 4 novembre et l'autre, le mercredi 2 novembre. Ils sont accusés « d'outrage et de mépris envers la personnalité morale de l'armée ».

Auparavant, le rédacteur en chef d'Aydinlik avait été arrêté à deux reprises par le tribunal militaire. Cette fois-ci, la même instance l'a mis sous les verrous à cause d'un numéro publié en mai dernier.

... Mustafa Tutuncubasi est, après Kemal Dogan et Leyla Cumbus, le troisième éditeur responsable d'Halkin Sesi, arrêté par le tribunal militaire. La première fois, Kemal Dogan avait été condamné à un an de prison ferme, à cause de la pu-

blication dans Halkin Sesi d'un article dénonçant les activités fascistes du MHP (Parti d'Action nationaliste) au sein de l'armée. La seconde fois, Madame Leyla Cumbus avait été arrêtée, accusée d'insulte à l'armée à cause de la publication du rapport de la Commission européenne des Droits de l'homme, concernant Chypre.

Agissant ainsi, la clique fasciste de Demirel-Turkes, veut étouffer la voix d'Aydinlik et de Halkin Sesi qui dirigent notre peuple dans la lutte contre les deux superpuissances et leurs collaborateurs locaux, pour l'indépendance, la démocratie et la liberté. La clique Demirel-Turkes qui n'a pas pu, devant la lutte populaire, empêcher l'abolition des tribunaux fascistes, de l'état de siège.

Les arrestations de Do-

gan Yurdakul et de Mustafa Tutuncubasi par le tribunal militaire sont contraires à l'article 138/2 de la Constitution de la République de Turquie et au dernier paragraphe de l'article 6 du Code pénal turc. Dans ces dispositions, il est clairement stipulé que les personnes civiles doivent être jugées devant les tribunaux civils, en ce qui concerne les procès de presse.

Les tribunaux militaires ne peuvent pas juger la presse. Liberté pour Dogan Yurdakul, Mustafa Tutuncubasi.

(extraits d'un article d'Halkin Sesi — La voix du peuple — du 1^{er} novembre 1977.



Hausse des salaires en Chine



L'augmentation continue de la production, due à la mobilisation du peuple, sert à l'accroissement de son bien-être.

Suite de la page une conférence sabotée fut reprise en juillet dernier à l'invitation du président Houa. Elle a défini après d'amples discussions, la politique et les mesures concernant l'augmentation des salaires et l'amélioration du bien-être du peuple.

Car l'augmentation des salaires représente seulement un aspect de cette amélioration. Les travailleurs chinois bénéficient également de la Sécurité sociale, des soins médicaux gratuits, et de bien d'autres services. Les dépenses de l'État dans ce domaine représentent chaque année, 17 % du montant des salaires.

Le chômage légué par l'ancienne société a radica-

lement disparu. Les prix sont stables, surtout ceux des produits de première nécessité : céréales, huiles, charbon, cotonnades. Le niveau des salaires en Chine n'est certes pas élevé mais chaque foyer comptant plusieurs travailleurs, les prix étant bas et stables, l'État ne percevant pas d'impôt sur les revenus personnels, la vie des ouvriers, paysans, employés et de tous les travailleurs s'améliore constamment.

Ceci, à l'inverse de ce qui se passe en France capitaliste où le chômage se développe, le pouvoir d'achat diminue, le niveau de vie régresse pendant que les impôts augmentent chaque année.

● Mayotte

Révélation d'un ancien légionnaire

Barry Galvin, citoyen britannique de 21 ans, était engagé dans la légion étrangère française jusqu'en juillet dernier. Il s'est alors évadé d'une prison corse où il était emprisonné sur jugement d'une cour martiale.

Il vient de publier à Londres un livre comportant un certain nombre de révélations sur les crimes de la bourgeoisie colonialiste et impérialiste française et de ses mercenaires de la Légion.

La Légion étrangère française, affirme-t-il, a utilisé des méthodes de tortures nazies et des représailles brutales, en particulier à Mayotte, île de l'océan Indien dont la France refuse de reconnaître l'appartenance à l'État indépendant des Comores. En représailles d'actions menées par le mouvement d'indépen-

dance et les patriotes de Mayotte, « nous avons mis le feu aux plantations avec les viols et les pillages habituels dans ce genre d'opération... nous pendions les gens par les pouces dans le fort pour les interroger », précise Galvin qui ajoute que ces méthodes étaient directement empruntées à un livre sur les SS allemands. Il ajoute également que les conditions sont très dures dans la Légion et que sur les 55 nouvelles recrues engagées en même temps que lui, 31 sont mortes dans les quatre mois suivants.

Voilà qui réduit à néant, si besoin en est encore, les affirmations du gouvernement des monopoles français selon lesquelles la population de Mayotte a « librement choisi de rester française ».

BROCHURE ZAIRE

POUR SUIVRE FERMEMENT LA LUTTE CONTRE LE SOCIAL IMPERIALISME ET SES LAQUAIS

Cette brochure écrite par des communistes marxistes-léninistes zairais est éditée par l'APN. Phases vos commandes et payez à l'ordre de APN - BP 279 - Paris Cédex 18.



60 millions pour décembre

Le courrier informant tous nos lecteurs sur l'évolution de la souscription des initiatives qui sont prises, est un outil précieux, stimulant, telle cette lettre de deux jeunes étudiants.

« Nous sommes jumeaux, et avons 17 ans. Nous lisons l'Humanité rouge quotidiennement depuis le 21 septembre 1977.

« Votre journal nous a beaucoup ouvert l'esprit et nous a fait comprendre l'intérêt d'un journal révolutionnaire. C'est pour cette raison que nous vous envoyons 200 F, en espérant qu'ils puissent vous servir et par là même servir les travailleurs ».

Les stagiaires d'un stage central du Parti communiste marxiste-léniniste de France ont envoyé au journal 350 F

Le calendrier 1978



Réalisé par nos propres moyens, ce calendrier permettra de contribuer à la campagne de souscription lancée par notre journal. Vous pouvez le commander à l'adresse du journal. Prix 10 F.

60e congrès des maires

Vers la hausse des impôts locaux

Mardi, s'est ouvert à Paris le 60e congrès de l'Association des maires de France. Toutes étiquettes politiques confondues, 36 394 délégués vont débattre de leurs problèmes de gestionnaires « des collectivités locales » sur fond de crise.

D'ores et déjà, deux lignes de force semblent vouloir se dégager de ce congrès : son utilisation par les partis politiques bourgeois pour préparer les législatives de 1978 ; la faillite financière de la plupart des communes et partant une prochaine augmentation des impôts locaux.

TROIS DISCOURS

En ce qui concerne les rivalités des partis bourgeois le ton a été donné mardi au cours de la cérémonie d'ouverture marquée par les discours de Bonnet, ministre de l'Intérieur, Chirac, maire de Paris et Alain Poher, président de l'Association des maires de France !

Bonnet est venu apporter la promesse d'une « réforme de la situation des communes » mais il n'a bien entendu pas dit que le gouvernement encourage et soutient les opérations financières lucratives des promoteurs immobiliers et autres requins qui profitent de l'endettement des communes. Chirac est venu saluer ses collègues mais il n'a bien entendu pas rappelé que Paris est directement financé par l'Etat.

Poher enfin, est venu faire écho à un certains embarras des maires devant la faillite de leurs affaires sans dire que dans ce domaine, c'est l'irresponsabilité qui règne.

TOUS D'ACCORD

Bref, tout le monde est d'accord pour clamer que ça ne peut plus durer : effectivement, la dette des communes s'élève selon certaines estimations à plus de 80 milliards de francs. Mais personne ne dit où sont les coupables, qui a profité et profite scandaleusement de l'endettement des communes, qui a intérêt à faire construire des piscines, des gymnases qui ne peuvent fonctionner ? Qui profite lorsque des milliers de logements sont construits par des sociétés mixtes auxquelles les communes participent et qui se soucie peu de savoir si ces logements trop chers resteront inoccupés ?

Il ne s'agit là que d'exemples mais tout est à l'avenant. On ne vous dit pas où est la responsabilité.

Par contre, chacun peut deviner à qui ont fait payer la note : une fois encore aux travailleurs, que ce soit dans des municipalités gérées par le RPR, le PR, le PS ou le PCF.

nouvelles intérieures

Le bras musclé du pouvoir

Quatre exemples concrets de ce qu'est la « société libérale »

Pris parmi beaucoup d'autres, les cas que nous expliquons ici permettent de se faire une image juste de ce qu'est la « société libérale » de Giscard, de ce qu'est de façon plus générale le capitalisme. Cinq exemples qui parlent de racisme et de fascisme et mettent en accusation des flics, des juges, des politiciens bourgeois en vue.

Mais ce n'est là que le bras qui frappe. La tête qui commande c'est le pouvoir, le pouvoir d'Etat. C'est le gouvernement capitaliste qui arme les bandes fascistes, dirige les flics et les juges.

PROCES CONTRE L'AGEG

Le 23 novembre prochain, Alain Atchandié passera en jugement. Voici les faits, tels que les rapporte l'Association des étudiants du Gabon dont il est membre.

Alain Atchandié va toucher sa bourse d'étudiants. On lui signale que sa bourse a été supprimée par le gouvernement gabonais. Ce qui est vrai. Toutefois, il réclame sa bourse pour le mois d'octobre, bourse à laquelle il a droit. L'employée s'impatiente. Elle lui claque au nez la vitre du guichet. Alain Atchandié touche alors la vitre du doigt, elle s'effondre, sans doute fêlée du fait que l'employée l'ait violemment fermée. L'employée ramasse un morceau de verre et se coupe. Histoire banale ?

Mais ce n'est pas fini.

Vendroux, le directeur général de l'office survient. Il crie au scandale, il pousse l'employée à porter plainte. Alain Atchandié est accusé de blessures, coups, violences et voies de fait contre l'employée !

dans le contexte actuel de racisme entretenu par le pouvoir, ce camarade risque deux mois de prison avec sursis, suivis d'une expulsion. N'est-ce pas un fait scandaleux ?

DES JEUNES AU TRIBUNAL

Nos lecteurs se souviennent sans doute des exactions des flics contre des jeunes de Vitry, de quadrillage policier qui s'en était suivi. Suite à cette affaire, plusieurs jeunes auraient été condamnés à un an de prison ou de correctionnelle. Cette répression est dirigée contre la partie la plus jeune de la classe ouvrière, contre les jeunes chômeurs qui sont 1 500 à Vitry, contre les jeunes immigrés tout particulièrement.

Ce que l'on reproche à ces jeunes, c'est d'avoir été porter secours à un des leurs, molesté par les flics. Qui pourrait cacher qu'il est de plus en

plus fréquent que la police agresse des jeunes ou des immigrés ? Mais ce n'est pas eux que l'on condamne !

AGRESSE PAR DES FLICS

Selon le témoignage qu'il a envoyé au Matin, Jean Siqueira, a été agressé par des flics, place Saint-André des Arts, à Paris.

Voici un passage de son témoignage : « Puis ils me poussent dans le fourgon. Là, l'un d'entre eux me regarde narquoisement et me dit : "Je vais avoir un arrêt de travail !" Et se tournant vers les autres, il ajoute : "Vous êtes témoins, il m'a frappé". Les autres approuvent (alors que je n'ai rien fait) renchérissent : "La voix d'un flic compte plus que celle d'un civil. Nous on est 17, alors..." ».

Il a passé 22 heures en

garde à vue au poste. Injurié, malmené et maltraité, il s'en tire avec un blouson déchiré. Ce qu'il a fait pour « mériter » pareil traitement ? Il était en cyclomoteur, il était pressé et dans sa précipitation, il a eu le malheur de prendre un sens interdit ! C'est tout...

UN HOMME DANGEREUX

Dans le XV^e arrondissement de Paris, les bandes fascistes et d'extrême-droite ont toujours tenté de s'imposer : la CFT à Citroën, à la caisse d'allocations familiales, à Hachette, le Parti des forces nouvelles sur le marché du quartier, où il vend son journal protégé par des commandos armés ou les flics.

Récemment, un dénommé José-Bruneau de la Salle, a été nommé par Chirac comme officier municipal à la mairie du XV^e. Il est chargé de l'administration : la jeunesse, les sports, les mariages.

Le RPR de Chirac reconnaît lui-même dans son journal local que ce monsieur est membre dirigeant du dangereux parti d'extrême-droite, le Parti des forces nouvelles. D'autre

part, il était dirigeant d'Ordre nouveau, groupuscule du même genre aujourd'hui dissous.

L'idéologie de ce parti, c'est le racisme, l'anticommunisme le plus vil, l'anti-féminisme. Comme on le voit, Chirac sait choisir ses alliés !

Sur le thème « Pas de fascistes à la mairie », une action a été entreprise par plusieurs partis politiques, l'UL CFDT et plusieurs groupes de militants locaux. Les militants de l'Humanité rouge sont dans cette action.

Comme on peut le voir, dans ces quatre faits, le racisme est présent d'une manière ou d'une autre. Et ce n'est pas un hasard. Le racisme est aujourd'hui consciemment entretenu et développé par le pouvoir d'Etat. La preuve la plus criante en sont les mesures du sinistre Stoléru dont la propagande peut se résumer ainsi : les immigrés sont responsables du chômage, dehors les immigrés !

Or, le responsable du chômage, c'est le capitalisme, c'est l'Etat qui défend les intérêts du capitalisme. Voilà pour quoi nous serons nombreux, samedi prochain, à exiger l'abrogation des mesures Stoléru.



Les vrais responsables des ratonnades, des expulsions, des tortures dans les commissariats, des crimes des bandes fascistes : ce sont eux...

Tous avec Klaus Croissant

Suite de la page une L'extradition de Croissant serait une mesure inadmissible, un précédent grave contre le droit d'asile politique, qui est aussi un des derniers droits démocratiques qui essaient de survivre en France. Voilà pourquoi, quelque soit le jugement, nous refuserons l'extradition !

Déjà des milliers de per-

sonnes ont manifesté dans divers points de Paris et plusieurs villes de province, mardi. La police a violemment chargé. Toute manifestation de soutien avait été interdite. C'est pourtant là aussi une liberté démocratique qui existe sur le papier. Déjà aussi des personnalités ont lancé un appel de soutien à Croissant.

Nous sommes tous avec

Klaus Croissant. L'enjeu est important !

Pour correspondre avec le journal
Téléphonez au
202-18-29



• Nice

ENTREPRISE DE TRANSPORT EN LUTTE

Depuis le 14 octobre, les travailleurs de la Compagnie générale des transports sont en grève illimitée avec occupation de l'usine. 33 % de l'effectif est en grève soit les 17 ouvriers dans leur totalité. Les revendications sont les suivantes :

- augmentation des salaires de 5 %.

- maintien du collège unique aux élections de délégués et de Comité d'entreprise.

La réduction du temps de travail de 44 heures à 35 heures ; l'indemnité des jours de grève ; l'arrêt de la sous-traitance ; et l'arrêt total des licenciements annoncés.

Les travailleurs de la compagnie générale comme partout en France aujourd'hui, opposent leurs justes revendications à la crise du

capitalisme, aux licenciements, à la vie chère, à la répression antiouvrière, anti-syndicale.

Le patron Cavaglione, quant à lui, fait tout pour préserver ses profits, qu'importe que les travailleurs se serrent la ceinture dans la mesure où les poches de ce capitaliste se remplissent. Il est intéressant de savoir que ce patron se présentera aux prochaines élections sous l'étiquette Nice-écologie. Quelle belle défense des conditions de vie des travailleurs et de leur qualité de la vie : il a jugé bon, pour « raison de rentabilité », de licencier un délégué syndical, des travailleurs qui avaient plusieurs années d'ancienneté et de fermer un atelier !

Correspondant HR

• Imprimerie Lang Paris 19e

Un travailleur menacé 960 à riposter

En février 1977, un ouvrier de la gravure, ayant perdu sa femme, avait obtenu de ne travailler qu'en équipe du matin (7 h-15 h) car cela lui permettait de s'occuper de ses deux enfants en bas âge.

Fin octobre, le chef d'atelier fait savoir au camarade qu'il doit reprendre son service en équipes (3 fois 8). Les travailleurs de son atelier s'indignent et les délégués protestent contre cet arbitraire, compte-tenu que notre camarade ne peut absolument pas travailler en équipe, ayant à s'occuper de ses enfants.

Une réunion a lieu avec le chef du département héliogravure, qui, invoquant les impératifs de la production, maintient la décision et menace l'ouvrier de licenciement si celui-ci ne prend pas son service à 15 h le lundi 31 octobre.

Ce lundi, notre camarade, ne pouvant faire autrement, prend son service à 7 h mais n'a pas de carte de pointage et on ne lui donne pas de travail. Le secteur où il travaille s'arrête aussitôt à 100 %.

Un contact est de nouveau pris avec le chef du

département qui, cyniquement, déclare : « Vous pouvez faire la grève autant que vous voulez, au point où nous en sommes, si le bateau coule, tant pis ».

La totalité des travailleurs participent aux deux assemblées générales du mercredi 2 et jeudi 3 novembre.

Le mercredi 2, une quarantaine d'ouvriers occupent le bureau du chef de département et lui demandent de des comptes ; au bout d'un quart d'heure, il nous quittera à une allure qui ressemble à s'y méprendre à la fuite.

Le vendredi 4 novembre, Lang cède sur toute la ligne ; maintien de l'ancien horaire de travail de notre camarade, paiement de la semaine où il effectuait l'horaire 7 h-15 h sans carte de pointage, donc sans travail.

*En 1968, Lang employait 2 800 ouvriers, en 1977 il en reste 960. La restructuration bat son plein dans ce secteur et Lang-paris devait disparaître ou fusionner avec Néogravure et Victor-Michel, solution qui entraînerait de toute façon des centaines de licenciements.

Editorial

Quand Maire fait du replâtrage

Mardi 15 novembre, Edmond Maire, au nom du bureau national de la CFDT, organisait une conférence de presse sur le résultat des rencontres entre la CFDT et les partis de gauche.

Le texte de la conférence de presse n'est qu'une suite de phrases qui n'ont qu'un but, faire avaliser le fait que la CFDT doit tout faire pour que la gauche s'unisse à nouveau.

Ce texte qui propose donc de subordonner l'action de la CFDT à l'Union de la gauche reconstruite par Mr Bonzoffices Maire a été remis à la presse par écrit mais pas au bureau national qui a eu lieu les 9 et 10 novembre. Là on s'est contenté d'un rapport oral fait par Jacques Moreau et les conclusions des rencontres ont été votées suite au rapport oral. Il y a cinq absentions. C'est ça la démocratie de Maire et cie.

Quand il s'agit de participer à la manifestation du 19 novembre à Paris contre les mesures Stoleru, la CFDT ne peut s'engager sans discussion préalable à la base mais pour se mettre à la disposition du recollage de la gauche un vote sur un rapport oral par le BN sans consultation préalable de la base, c'est bien suffisant.

Tout le texte pompeux, plein de phrases qui sont autant d'affirmations, d'autosatisfaction, dit en clair ceci : La CFDT doit tout faire afin que l'union de la gauche renaisse afin de ne pas décevoir les travailleurs, Edmond Maire n'en dit presque rien, ou plutôt si ? Il dit la désunion de la gauche peut avoir de graves conséquences selon lui par exemple la « montée des attitudes antipartis de l'anarcho-syndicalisme dans les organisations syndicales ». La démobilité et la dépolitisation des masses consécutives à la division de la gauche peuvent ouvrir la voie à un avenir autoritaire ou aventuriste pour le pays en cas de prolongement et d'aggravation de la crise de la société.

Ainsi donc tous ceux qui n'approuvent pas le bien fondé de l'Union de la gauche sont des antipartis (de gauche), des anarcho-syndicalistes, etc. On comprend donc mieux ce dont n'a pas parlé Maire, c'est à dire les exclusions antidémocratiques, antistatutaires pratiquées par ces mêmes dirigeants épris de justice sociale.

Le 1^{er} décembre est conçu comme suit : affirmer la nécessité de l'union d'action des syndicats, renforcer la mobilisation des travailleurs, leur rendre confiance et d'autre part, mais cela n'est pas dit explicitement dans le texte mais a été dit oralement, faire en

sorte que les partis de la gauche comprennent la nécessité de l'union face à la dynamique unitaire syndicale. En clair Maire projette de faire défiler les travailleurs pour que vive l'union de la gauche.

Par contre dans Syndicalisme hebdo No 1768 du 10 novembre 1977 il est dit que le 1^{er} décembre sera strictement syndical et aura pour but d'obliger les patrons « à entamer de véritables négociations sur les problèmes cruciaux de l'heure ».

Là aussi deux attitudes : aux syndiqués, le décembre strictement syndical, aux journalistes autre chose. Quel mépris des travailleurs !

Le fait nouveau aussi des discussions avec la gauche serait une plus grande unité de vue avec le PCF malgré quelques contradictions sur le décalage entre les discours du PCF et sa pratique. On comprend aisément par conséquent que le PCF se sente si fort quand il dit aux adhérents de la CFDT qu'il va se plaindre à leurs dirigeants s'ils n'appliquent pas les consignes confédérales dans le cadre de l'unité CGT-CFDT. Après le mouchardage CGT-PCF, les gros videurs antidémocratiques de la CFDT entrent en action et Ségué se frotte les mains.

Cette conférence de presse montre clairement où veulent en venir les dirigeants CFDT. Maire sera le Barré de la gauche. Il va essayer de réunifier tout le monde. Pour cela lui et son équipe vont mettre toute la CFDT au pas et tant-pis pour ceux qui ne sont pas contents : dehors !

Le mot d'ordre de Maire en l'occurrence semble être : « Politicards de tous les partis, unissez vous ! ». Quant aux revendications Maire a été explicite : la gauche, CFDT y compris, a trop enjolivé les choses, a présenté le Programme commun comme la panacée, mais avec la crise c'est impossible à réaliser. Donc il invite clairement les ouvriers à retrouver leurs manches dès avant l'arrivée de la gauche au pouvoir. Et là il défend le PCF qui « considère en définitive que dans l'état actuel du rapport des forces au sein de la gauche, il n'y a pas les garanties suffisantes pour prendre le risque d'une expérience de gauche ». Il dit aussi que « les travailleurs n'ont pas été rendus suffisamment conscients de cette situation (la crise) ». Les dirigeants CFDT appellent-ils à ralentir les revendications ? ou à les normaliser au domaine du possible ? Cela nous ne tarderons pas à le savoir mieux que par leurs discours, par leur pratique qui va de plus en plus ressembler au coulage de grèves comme à Dubigeon.

• Orléans

LES MENTEURS CRIENT «AUX MENTEURS»

C'est sous ce titre que la cellule Robert Dubois du PCMLF de l'entreprise John Deere-Saran, à Orléans, démonte dans le dernier numéro de son bulletin « L'Étincelle » les mensonges que les diri-

«Au début de la semaine dernière, certains travailleurs, ayant appris qu'une somme importante, apparte-

nant aux grévistes (1) (syndiqués et non-syndiqués) était restée bloquée dans les caisses des organisations syndicales, ces travailleurs ont demandé des explications à des dirigeants syndicaux.

«Devant les questions et les accusations justes de ces travailleurs, les dirigeants du PCF ou du PS (ou sous leur influence) se sont affolés, et nous ont accusés de dire des ragots.

«Ces gens-là ont voulu que l'un de nos camarades se justifie devant eux, comme devant un tribunal. Nous n'avons de comptes à rendre qu'à la grande masse des travailleurs, et non à des gens dont l'un d'eux, principal dirigeant du PCF, a déclaré que la seule erreur du Programme commun (aujourd'hui aux oubliettes d'ailleurs) c'est de ne pas promettre les fours crématoires aux marxistes-léninistes...»

«En fait, la petite bande d'accusateurs avouent eux-mêmes qu'il reste une somme de plusieurs milliers de francs dans la caisse de grévistes du PCF et du PS de chez John Deere cherchent à opposer à des questions fort embarrassantes des travailleurs en se cachant pour cela derrière le sigle des organisations syndicales CGT et CFDT.

ve (sans préciser toutefois combien). Ils disent d'ailleurs qu'une partie de cet argent a été utilisé sans que l'avis des travailleurs auxquels cet argent appartient n'ait été demandé.

«Cette somme a servi plusieurs fois. Pas une seule fois les travailleurs grévistes n'ont pu dire si cet argent a été bien ou mal utilisé, et le silence le plus total a été fait sur l'existence de cette somme.

«A quoi va servir la machine achetée ? A sortir des torchons du genre de ceux qui attaquent les marxistes-léninistes lorsqu'ils disent la vérité ? (2)

«Sur un ton qui a l'air de pleurer, les dirigeants PC et PS nous disent dans leur dernier tract que la grève a coûté cher, très cher, aux organisations syndicales. Nous pensons plutôt que ce conflit a coûté un mois de salaire à chaque gréviste et que l'argent des collectes aurait pu être distribué totalement, surtout pour les grévistes à revenu modeste.

«Pour essayer de justifier leurs attaques contre nous, ils font un amalgame malhonnête entre la caisse de grève et la commission sociale, précisons :

grève et la commission sociale, précisons :

- les communistes marxistes-léninistes, comme beaucoup d'autres, ont laissé leur part lors de la répartition de la caisse de grève.

- d'autre part, il est vrai qu'un camarade a bénéficié de la commission sociale, mais cela n'a aucun rapport, l'argent de la commission n'a rien à voir avec la caisse de grève, même s'il appartient aussi à tous les travailleurs, il fait partie du budget du comité d'entreprise.

«Nous proposons que l'argent restant reste sur un compte bloqué pour la prochaine grève et que la somme exacte soit connue.

«En tout cas, l'argent de la commission sociale doit être utilisée en priorité pour ceux qui en ont besoin, il ne faut pas se servir de la caisse de grève.»

(1) Il s'agit de la grève du printemps dernier.

(2) Une ronéo à alcool (200 F) a été achetée avec l'argent de la caisse de grève.

• BEZIERS

«LA LITTORALE» EN GREVE

Sept heures du matin, le moral est excellent ! Le piquet de grève déjeune (saucisses grillées).

